

“Notre système éducatif est à bout de souffle”

■ Nicolas Dauphin, enseignant et sociologue, plaide pour refonder l'enseignement.

Les vacances d'été ont débuté depuis quelques jours, mais pour certains élèves et leur famille, elles ont peut-être un goût un peu amer. Face aux difficultés scolaires que ces enfants ont rencontrées pendant l'année et/ou aux échecs qu'ils ont présentés, les décisions des conseils de classe auront été sans appel : le redoublement ou la réorientation vers les filières qualifiantes.

“Tendance à fourguer vers le qualifiant”

Pour Nicolas Dauphin, enseignant, sociologue et ex-détaché pédagogique au cabinet de la ministre de la Jeunesse Evelyne Huytebroeck (Ecolo), et Bernard Mathieu, psychologue et conseiller politique auprès de M^{me} Huytebroeck, “en juin, les conseils de classe proposent un choix d'orientation sans qu'il y ait au préalable une réflexion sur la nécessité de laisser aux élèves plus de temps pour apprendre; sur le nombre de fois que ce processus de réorientation est réellement discuté avec les trois parties, c'est-à-dire avec l'enfant ou l'adolescent, les parents et les enseignants; et, enfin, sur le nombre de fois que les enseignants se sont rencontrés pour discuter des cas des élèves”. Conséquence ? Pour éviter de “faire rater” un élève qui aurait deux ou trois échecs, on le fait passer en technique ou en professionnel. “Cela pose toute la question de la relégation vers ces filières, commente Nicolas Dauphin, car, dans l'enseignement général, les enseignants ont tendance à fourguer les élèves vers le qualifiant”. Et c'est là que surgit, selon MM. Dauphin et Mathieu, tout le paradoxe : “D'un côté, on dira de l'ado qui a de faibles cotes qu'il n'aime pas l'école et de l'autre, on lui demandera ce qu'il veut faire de sa vie”.

Le décret Missions remis en cause

Le sociologue enchaîne : “Pour moi, cela va même encore plus loin : cela remet en cause le décret Missions”. Pour rappel, ce texte poursuit un double objectif : “préparer tous les élèves à être des citoyens responsables, capables de contribuer au développement d'une société démocratique [...]” et “amener tous les élèves à prendre une place active dans la vie économique, sociale et culturelle”. Or, constate M. Dauphin, “on est plutôt en train de former les élèves à être employables sur le marché du travail”.

D'où cette question : “Quelle est la place de l'école ?, s'interroge-t-il. Est-elle juste là pour “coler” au marché économique ? Ou est-elle là pour donner aux élèves un ensemble de compétences qui leur permettront de se situer en toute autonomie et, à un moment donné, de faire un choix de carrière professionnelle ?” Mais, estime-t-il, “en Belgique, on se plante complètement car on demande aux enfants de choisir trop tôt les filières vers lesquelles ils veulent s'orienter”.

Un tronc commun jusqu'à 16 ans

Voilà pourquoi Nicolas Dauphin soutient la

mise en place d'un véritable tronc commun jusqu'à 16 ans. Celui-ci permettrait aux élèves de consolider les compétences de base (français, maths, etc.), mais aussi “de toucher à un certain nombre de disciplines diverses (arts de la scène, école du cirque, sport, métiers techniques,...)”, décrit-il. En outre, “il y aurait une concertation beaucoup plus forte entre les enseignants de tous les degrés”.

Un manque de cohérence

Plus globalement, observe-t-il, “chez nous, tout est en filigrane tout le temps”. Il s'explique : “On a tellement construit l'école sur la base de compromis à la Belge, en tenant compte des filières, des réseaux, etc. qu'on est arrivé au bout du bout du système. Tous les compromis des décrets se rajoutent les uns aux autres. Il n'y a pas de cohérence. Et donc on ne sait plus très bien quel est le projet de l'École en Fédération Wallonie-Bruxelles”. Il précise sa pensée : “Il y a toute une série de mesures qui, si on les prend de manière singulière, sont très intéressantes, mais toutes prises ensemble dans le système tel qu'il est mis en place, perdent leur sens car elles se mangent l'une l'autre”.

Un exemple ? “Aujourd'hui, on veut faire du 1^{er} degré un degré très important, un peu orientant, mais, en même temps, il y a le décret Inscription, où aucun critère pédagogique n'est pris en compte. On se retrouve donc avec des élèves qui sont dans un système pédagogique qui ne leur correspond pas.”

Conséquence de ces “mesurette qui ne s'imbriquent pas” ? “On les fait peser sur les enseignants et puis on accuse ces derniers de “bugger”, dénonce Nicolas Dauphin. Or, ce sont les acteurs institutionnels qui “buggent”, à tous les niveaux, c'est-à-dire y compris les réseaux et les syndicats”.

Les profs devraient dire “merde”

Dans cette situation, que faire ? *“A un moment donné, estime le sociologue, il va falloir faire comme on l’a fait dans certains pays (NdlR : Pologne, Finlande, etc.) : s’arrêter, mettre tout le monde autour de la table, mettre tout à plat et réfléchir à ce que l’on veut faire”*. En ce sens, Nicolas Dauphin rejoint *“tout à fait”* *“l’appel au débat en vue d’une refondation de l’enseignement”* lancé en janvier dernier par la Plateforme de lutte contre l’échec scolaire.

Il reprend : *“On donne trop de crédit aux acteurs institutionnels”*. Pour lui, dans ce processus de refonte de notre système éducatif, doivent donc également être partie prenante les enseignants, les parents, des chercheurs, des ASBL *“qui ont une vraie expertise sur les questions pédagogiques et didactiques”*, etc. Plus particulièrement, il appelle les enseignants *“à prendre la plume et la parole”*. *“A un moment donné, ils devraient presque dire “merde” aux programmes, “merde” aux ins-*

pecteurs, “merde” aux réseaux et réfléchir ensemble à la manière dont ils veulent travailler, même si c’est un peu utopique”, admet-il.

Bien conscient du carcan budgétaire dans lequel se trouve la Fédération Wallonie-Bruxelles, Nicolas Dauphin n’en pense pas moins qu’*“à budget donné, il faut de toute façon faire quelque chose et taper dans la fourmière”*.

Stéphanie Bocart

“Les enseignants devraient presque dire ‘merde’ aux programmes, ‘merde’ aux inspecteurs, ‘merde’ aux réseaux et réfléchir ensemble à la manière dont ils veulent travailler.”

NICOLAS DAUPHIN

Enseignant et sociologue

Épingle

Une formation initiale à enrichir

A venir. Annoncée sous la législature qui vient de s’écouler, la réforme de la formation initiale des enseignants – qui implique un allongement des études à cinq ans – devrait prendre un coup d’accélérateur au cours des cinq prochaines années.

Stages. Pour Nicolas Dauphin, sociologue et enseignant, cette réforme est *“essentielle”*. *“Je suis vraiment pour une formation initiale de type universitaire, déclare-t-il, mais avec une accentuation des heures de stage dans tous les types d’enseignement (général, spécialisé, qualifiant,...)”*. Il plaide également pour que *“les enseignants en formation aillent en*

stage dans des institutions qui ne sont pas des institutions d’enseignement mais qui sont partenaires de l’école (associations de jeunesse, culturelles, sportives; arts de la scène, du cirque; etc.)”.

Analyse critique. Par ailleurs, Nicolas Dauphin défend une formation qui comprendrait *“des heures d’analyse critique, de développement critique des enseignants sur leur propre système, leur propre pratique”*.

Gestion de soi. Enfin, pour le sociologue, il convient *“d’accentuer dans la formation les questions de gestion de soi, du développement d’un certain leadership en classe, devant les élèves”*. Il commente : *“A la fin d’une heure de cours, nous devons être crevés. Nous devons avoir porté, accompagné nos élèves. Donc il faut une certaine forme de présence, de charisme qui doit pouvoir se travailler au travers de la formation initiale.”* **St. Bo.**